

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 10 AVRIL 2014

L'an deux mil quatorze, le dix avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, SEMAY, GUILLARD Adjoints

Mmes BERGER, BORREL-JEANTAN, BRIGNONE, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL, PERROU
Mrs JULIAN, MANIE, THUOT, ZIMERLI

Pouvoir : M. CAPLAT (pouvoir à M. MAISONNAS)

Secrétaire de séance : Mme BERGER

COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire remercie l'assemblée de l'avoir élu Maire par 14 voix pour 1 vote blanc. Il souligne que beaucoup de compétences sont réunies au sein du Conseil et indique que pour être efficaces, il faut se donner des méthodes et des outils.

1. REGLEMENT INTERIEUR

Mr le Maire donne lecture à l'assemblée du projet de délibération.

Il informe que Mr Manié a adressé un courriel postérieurement à la réunion préparatoire concernant ce projet et lui demande d'en livrer la teneur.

Mr Manié informe que ce projet est issu d'un règlement type. Il est, notamment, fait mention du droit d'expression de l'opposition. Le mode de scrutin a été abaissé de 3500 à 1000 habitants. Il lui semble logique que les mêmes règles soient adoptées que pour les règlements de 3500 habitants et plus. Il rappelle que les élus d'opposition représentent 45 % des Thilois et il est important que ces voix soient entendues et il est donc légitime d'avoir un droit d'expression dans les Brèves de Thil.

Mme Perrou dit qu'il lui semble qu'étant dans une commune de 1000 habitants et compte tenu de la taille de la commune, les élus doivent œuvrer pour l'ensemble des Thilois. Il ne faut pas entretenir de clivage majorité / opposition qui n'est pas constructif pour le village. Il faut apprendre à travailler ensemble au service de tous. Le droit de parole et d'expression est là. Ce n'est pas une tribune d'échange politique.

Mme Semay n'a pas réagi volontairement par mail. Cependant, il lui semble que les Brèves d'aujourd'hui parlent beaucoup de la Mairie. Celle-ci souhaite rendre les Brèves aux Thilois, qu'elles soient plus gaies, plus vivantes avec une seule page pour les Conseils Municipaux et que le reste parle des associations et retrace la vie du village. Elle précise

que figer un encart pour la minorité, ce ne serait pas bon en termes d'équipe. On est 15 et pas 12 + 3.

Mr Manié ne comprend pas quelle est la crainte de noter dans le Règlement Intérieur un droit d'expression à l'opposition. Il note qu'ils ont une philosophie différente sur divers projet. Il y a forcément des différences de vue. Effectivement s'il y a des points de désaccord il est important qu'ils puissent les exprimer.

Mme Brignone rappelle qu'il ne faut pas raisonner à 12 + 3. Il faut que les Thilois aient une impression de cohésion. A la rigueur au premier numéro des Brèves, mais pas après.

Mme Perrou n'est pas sûre que ce soit une attente des Thilois.

Mr Julian note qu'il y a le fond et la forme. Au début, la majorité a expliqué qu'elle souhaitait donner une part importante à l'information des Thilois, mais sur la forme c'est le contraire. Il souhaite une communication vis-à-vis des Thilois et sur le fond dépassionner le débat.

Mr le Maire rappelle que le Conseil municipal est le lieu du débat contradictoire puisqu'il est public et que le support de communication privilégié en est son compte-rendu. Il est validé puis diffusé à la presse et sur le site internet. Ce qu'il note, c'est qu'il faut faire en sorte de mieux communiquer aux Thilois. Les Brèves d'il y a une dizaine d'années et celles de durant ces dernières années, sont très différentes. Le temps de la campagne électorale étant clos, les Thilois attendent que le Conseil se mette au travail et qu'il y ait un apaisement. Il aimerait que ces débats soit traités en commission communication.

Mme Semay informe que ce n'est pas une question de fond mais de forme. Ce n'est pas s'opposer au fait qu'il y ait des articles de la majorité. En faisant un encart, on entretient le clivage 12+3.

Mr Manié rétorque que les Brèves sont forcément une tribune d'expression politique.

Mme Dupuy-Roudel note qu'il n'y a pas 3 élus d'un côté et 12 de l'autre. Il y a eu énormément de tensions depuis quelques mois. A présent, il faut travailler en bonne intelligence. Il faut faire un travail d'équipe avec des accords et des désaccords. Nos fondamentaux sont de répondre aux Thilois mais pas dans une revue.

Mr Manié explique que lorsqu'il parle de sens politique, il parle d'orientation et pas de politique politicienne. Il rappelle que si ce n'est pas inscrit dans le règlement intérieur, il n'y aura jamais de droit d'expression.

Mme Semay informe qu'elle a insisté pour que l'opposition fasse partie de la commission communication, personne ne souhaitait venir. Il a fallu un peu « forcer » la main. C'est pour montrer qu'il n'y a pas de problème pour en parler. Elle ne souhaite pas qu'il y ait un encart réservé dans les Brèves.

Mr Julian dit que ça fait des années qu'il travaille dans le domaine des règlements intérieurs au niveau professionnel. Il confirme que ce qui n'est pas inscrit, on l'oublie.

Mme Perrou rappelle qu'il est bien d'avoir rédigé un règlement intérieur pour cadrer le fonctionnement du Conseil Municipal bien que la taille de la commune ne l'obligeait pas. Cependant il ne faut pas rentrer dans un hyper formalisme.

Mr le Maire rappelle qu'il y a un article qui dit que le Règlement Intérieur est modifiable et « complétable » et réitère que pour trouver un consensus d'expression le lieu de débat public c'est le Conseil Municipal. Concernant les Brèves, il indique qu'il est d'accord sur la direction de Mme Semay de les reformater. S'il devait y avoir une page de la Municipalité avec expression de la minorité municipale, il y aurait forcément le pendant de la majorité.

Mr Thuot précise qu'à ce moment-là, s'il n'est pas d'accord, il demandera aussi un encart !

Mme Semay informe qu'elle a lu seulement deux numéros des Brèves depuis qu'elle est à Thil, car cela ne correspondait pas à ses attentes d'informations et aujourd'hui, elle veut en faire autre chose.

Mr Manié exprime le sentiment d'avoir été mal accueilli et précise que la meilleure façon de les intégrer aurait été de leur donner un droit d'expression.

Mr le Maire récusé le fait que la minorité n'a pas été accueillie correctement. Une réunion de préparation a été organisée en début de semaine à laquelle tous les élu(e)s du conseil municipal ont participé. Le règlement y a été présenté et débattu en l'état.

Mr le Maire s'engage, cependant à ce que le point soulevé par Mr Manié et qui ne fait pas consensus soit renvoyé en commission. Le droit d'expression pour la minorité est destiné aux communes de plus de 3500 habitants, il n'y a donc pas d'obligation pour ce qui concerne la commune de Thil. Il faut trouver un point d'équilibre.

Mr le Maire souligne que les obligations légales quant aux droits d'expression sont reprises dans le projet de délibération et le Règlement Intérieur.

Mme Semay informe qu'elle souhaite que la nouvelle version des Brèves puisse paraître fin avril. Elle s'engage à mettre les articles dans les Brèves et indique qu'il faut se faire confiance. Elle souhaite que tout le monde travaille ensemble, il faut se donner le temps d'échanger, d'apprendre à se connaître.

Mr Zimerli demande si, outre l'aspect communication, la minorité est en accord avec le reste du Règlement Intérieur. Aucune objection n'est formulée.

A la suite, Mr le Maire propose le projet de Règlement Intérieur au vote.

DELIBERATION N° 14.03.01 : REGLEMENT INTERIEUR

Monsieur le Maire expose que la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Dans les communes de moins de 3500 habitants, c'est au conseil municipal qu'il appartient d'apprécier librement l'opportunité d'établir un tel règlement.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

Monsieur le Maire expose que le Règlement Intérieur joint à la présente délibération répond à l'obligation imposée au Conseil municipal par la loi du 6 février 1992 de fixer :

- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dispositions étant spécifiées à l'article 4,
- les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales, les dispositions étant spécifiées à l'article 5,
- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les dispositions étant spécifiées à l'article 21.

Le Conseil, entendu les explications données par Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- Approuve le Règlement Intérieur du Conseil municipal de THIL joint en annexe à la présente délibération,
- Dit qu'il sera applicable immédiatement.

- 12 voix POUR
- 3 voix CONTRE

Pour	12
Contre	3
Abstention	0

2. COMMISSIONS MUNICIPALES

Mme Dupuy-Roudel rappelle qu'une commission, c'est un groupe de travail. Si l'on regarde on constate qu'il y a entre 10 et 12 personnes par commission. Il faudrait limiter à 6 et 8 personnes pour être efficace et surtout être disponible

Mr le Maire précise que le 16 avril prochain, il sera procédé à l'installation du conseil communautaire et donc des commissions. Un travail important sera à faire au niveau de la commune mais aussi au niveau de la Communauté de Communes.

Le principe de Commission Générale doit être maintenu. Il faut faire partager nos idées et nos projets aux collègues du Conseil Municipal et donc aux Thilois. La remarque de Mme Dupuy-Roudel est de bon sens. Il propose 6 à 8 personnes avec 2 représentants de la partie minoritaire.

Mr Guillard est d'accord avec Mme Dupuy-Roudel mais pas de limiter à 6 membres toutes les commissions. Pour travailler efficacement, ce serait à plutôt à 8 personnes maximum mais pas 6 avec 2 représentants de la minorité.

Mme Semay demande d'arrêter de parler de Majorité et Minorité.

Mr Manié s'étonne que la composition des commissions soit déjà mise en ligne sur le site internet avant même que les délibérations ne soient votées.

Mr le Maire explique que lors de la Commission Générale à laquelle participaient tous les membres du Conseil municipal où cette question a été débattue, la saisie a été faite directement en ligne et une erreur de manipulation a validé cette saisie.

Il précise que tout le monde peut faire des erreurs et rappelle, à ce titre, qu'une lettre déposée le 21 décembre dernier de façon anticipée a eu pour conséquence d'obliger les Thilois à voter le 19 janvier dernier.

Mr Manié est d'accord sur l'effectif de 6 à 8 mais cela dans le domaine professionnel. Il rappelle qu'il s'agit d'un conseil Municipal et que dans ce cas le nombre est une force plutôt qu'une faiblesse.

Mr le Maire propose d'instaurer le système de Titulaire et Suppléant.

L'assemblée n'est pas d'accord.

Mr Guillard rappelle qu'il y a encore toutes les commissions de la CCMP. Il précise qu'il faut faire attention à ne pas trop se surcharger.

Mme Brignone pense qu'il faut laisser faire les bonnes volontés.

Mme Semay dit qu'il serait bien qu'il y ait plus de volontaires dans la commission vie scolaire.

Mr Maisonnas indique qu'il est d'accord avec Mr Manié sur le nombre. Et qu'il faudra travailler sur la constitution de Groupes de Travail au sein des commissions.

DELIBERATION N° 14.04.02 : ELECTION DES DELEGUES AUX COMMISSIONS MUNICIPALES

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient d'installer les commissions municipales et l'élection des délégués aux organismes de coopération intercommunale.

Installation des commissions municipales :

Après avoir rappelé que Monsieur le Maire est Président de droit de toutes les commissions ont été élu(e)s:

- Commission Finances : MM. BERGER, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL, GUILLARD, JULIAN, MAISONNAS, MANIE, SEMAY, THUOT, ZIMERLI
- Commission Urbanisme : MM. BRIGNONE, CAPLAT, DUPRAT, JULIAN, MAISONNAS, MANIE, PERROU, ZIMERLI
- Commission Vie scolaire et périscolaire : MM. BERGER, BORREL-JEANTAN, BRIGNONE, CAPLAT, GUILLARD, SEMAY
- Commission Communication - Animation et Cadre de vie : MM. BORREL-JEANTAN, CAPLAT, DUPUY-ROUDEL, DUPRAT, MAISONNAS, PERROU, SEMAY, ZIMERLI
- Commission Voirie – Travaux – Assainissement – Sécurité – Gestion du Patrimoine : MM. CAPLAT, DUPRAT, JULIAN, GUILLARD, MAISONNAS, MANIE, SEMAY, THUOT, ZIMERLI
- Correspondant à la Défense : M. THUOT

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

DELIBERATION N° 14.04.03 : ELECTION DES REPRESENTANTS A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient d'élire les conseillers devant siéger à la Commission d'Appel d'Offres selon les dispositions de l'article 22 du Code des Marchés Publics modifié par le Décret n°2010-1177 du 5 octobre 2010 stipulant :

« Lorsqu'il s'agit d'une commune de moins de 3 500 habitants, le maire ou son représentant, président, et trois membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. »

Et, après avoir procédé au vote, sont désigné(e)s :

Titulaires :

Madame DUPUY-ROUDEL

Messieurs JULIAN, THUOT

Suppléants :

Madame BRIGNONE

Messieurs GUILLARD, MANIE

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

3. C. C. A. S.

Mr le Maire rappelle que lors du précédent mandat, le CCAS était composé de 4 membres issus du Conseil Municipal et 4 membres issus de la société civile.

A l'unanimité, le Conseil Municipal est pour conserver ce modèle.

Mr le Maire informe que lors du prochain Conseil Municipal, les noms des personnes de la société civile seront rendus publics.

DELIBERATION N° 14.04.04 : ELECTION DES REPRESENTANTS AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient de :

- Déterminer le nombre de membres (huit au maximum) à élire en son sein pour siéger au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Procéder à l'élection de ces délégués.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe à quatre le nombre de ses représentants au Conseil d'Administration du CCAS, auquel s'ajoute le Maire de droit.

Et, après avoir procédé au vote, il désigne :
Mesdames BERGER, BORREL-JEANTAN,
Messieurs GUILLARD, MANIE
pour assurer ces fonctions.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

4. ORGANISMES DE COOPERATION SINTERCOMMUNALE

Mr le Maire rappelle que la SPL est le « bras armé » du Symalim, et qu'il est préférable d'y adhérer plus qu'à l'AEVRAMONT.

Il informe que l'élection du Président du SIEA interviendra le 26 avril prochain.

DELIBERATION N° 14.04.05 : ELECTION DES DELEGUES AUX ORGANISATIONS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient d'installer les délégués aux organismes de coopération intercommunale.

Ont été élu(e)s pour représenter la commune et accepter toute fonction dans ce cadre :

- Au SYMALIM :
 - Titulaire : M. LOUSTALET
 - Suppléant : M. ZIMERLI
- Au Syndicat Intercommunal d'Energie et d'E-Communication de l'Ain
 - Titulaire : M. THUOT
 - Suppléant : M. LOUSTALET
- Au Syndicat Intercommunal des Eaux THIL - NIEVROZ
 - Titulaires : MM. LOUSTALET, BORREL-JEANTAN
 - Suppléants : MM. CAPLAT, JULIAN

- Syndicat Mixte du SCOT BUGEY – COTIERE - PLAINE DE L'AIN
 - Titulaire : M. ZIMERLI
 - Suppléant : Mme PERROU

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

DELIBERATION N° 14.04.06 : ELECTION DU REPRESENTANT DE LA COMMUNE A L'ASSEMBLEE SPECIALE DE LA SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient de désigner le représentant de la commune à l'Assemblée spéciale de la Société Publique Locale « Gestion des Espaces Publics du Rhône Amont ».

Monsieur le Maire précise que l'Assemblée Spéciale regroupe les collectivités dont les participations sont trop faibles pour bénéficier directement d'un siège au Conseil d'administration mais que ces collectivités ont la faculté de désigner au sein de l'Assemblée spéciale un représentant pour siéger en tant qu'administrateur.

A été élu(e) pour représenter la commune et accepter toute fonction dans ce cadre :

- Titulaire : M. LOUSTALET

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

5. C. C. I. D.

Mr le Maire donne lecture des noms des 12 titulaires et 12 suppléants proposés, sachant que seulement 6 titulaires et 6 suppléants sont retenus. Il convient pour les titulaires de privilégier les personnes extérieures au conseil municipal.

Mr Guillard demande de préciser l'engagement. Mr le Maire rappelle la fréquence des réunions (une par an) durant environ trois heures. Une plaquette est mise à disposition des élus à ce sujet.

DELIBERATION N° 14.04.07 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il convient d'installer la commission communale des impôts directs.

La commission :

- participe à l'évaluation des locaux et des parcelles ayant fait l'objet d'un changement
- complète le recensement établi par le centre des impôts foncier

Les représentants de la commune à cette commission sont appelés à se prononcer sur la valeur locative des propriétés bâties et non bâties : Cette valeur locative sert de base au calcul des trois taxes principales.

Pour appartenir à cette commission, les membres doivent :

- Etre contribuables dans la commune
- Etre de nationalité française et jouir de ses droits civils
- Avoir plus de 25 ans
- Etre familiarisés avec la vie de la commune

La désignation des membres est de la compétence de la Direction des services fiscaux du département sur une liste de contribuables proposée par le Conseil municipal.

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée de la liste des noms présentés aux Services Fiscaux pour la C.C.I.D.

24 noms (12 titulaires et 12 suppléants) sont inscrits. Seuls 6 titulaires et 6 suppléants seront retenus par les Services Fiscaux.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

6. DELIBERATION N° 14.04.08 : DELEGATION DONNEES AU MAIRE

Le Conseil Municipal,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, après en avoir délibéré,

Décide de donner au Maire, pour la durée de son mandat, les délégations suivantes :

- Passer les contrats d'assurance
- Régler les dommages provoqués par les véhicules municipaux
- Ester en justice.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

7. INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

Mr le Maire rappelle les délégations qui ont été données aux trois adjoints et à quatre conseillers municipaux.

Il a paru important de donner des délégations sur des domaines bien définis.

Les délégations des adjoints courent depuis le 29 mars dernier.

Les délégations des conseillers municipaux courent depuis ce jour.

Il confirme qu'il n'y a pas de délégation ni sur les finances ni sur l'urbanisme. Ces domaines seront gérés directement par lui.

Il informe que la loi dispose d'un régime indemnitaire pour les élus.

Mr Manié pense que c'est excessif. Cela avait d'ailleurs été dénoncé lors de la campagne électorale. 41 % d'augmentation par rapport à 2013, soit 18.000 €, dans un contexte économique difficile pour les communes c'est énorme.

La fonction d'élu est une fonction gratuite, ce n'est pas un salaire, mais une compensation. Il rappelle que Mr Maisonnas n'a pas présenté les choses de cette manière lors de la réunion publique de campagne et les gens n'ont pas compris cela.

Mr Maisonnas n'est pas d'accord et rétablit les propos tenus lors de la présentation du budget en Conseil municipal et en réunion publique. Le montant budgété correspond au plafond des montants fixés par la loi et il a été provisionné pour laisser aux nouveaux élus la décision de fixation des montants d'indemnités.

Mr Manié n'est pas d'accord avec cette présentation. Quel message veut-on envoyer aux administrés ?

Mr Julian réaffirme que 41 % d'augmentation est excessif et que le conseil aura du mal à justifier.

Mr le Maire indique qu'il aurait pu garder 100 % de son régime indemnitaire et précise que dans certaines communes alentours les Maires conservent 100% du montant des indemnités fixées par la loi. Jusqu'à présent Thil était « une anomalie ». Au vu du retour d'expérience du mandat précédent, des enjeux du mandat et notamment de la technicité des dossiers, il trouve justifié que les Adjoints et Conseillers qui disposent d'une délégation bénéficient d'un régime indemnitaire pour les défrayer de leurs frais.

Pour sa part, pendant six ans, il précise qu'il a réglé les coûts de téléphone portable, d'essence, sans parler de l'usure de sa voiture et enfin a souscrit une assurance en responsabilité civile sans demander de quelconque remboursement à la Mairie. Il s'agit donc bien d'un défraiement des frais engendrés par l'exercice du mandat.

La loi a fixé un cadre on l'applique.

Par ailleurs, depuis 2013, la loi a aligné le statut des indemnités des élus sur les principes d'assiette des cotisations sociales. Ainsi dès l'atteinte d'un demi plafond mensuel de la sécurité sociale, les indemnités seront assujetties au paiement des cotisations sociales vieillesse, maladie, prévoyance. Si son mandat de Vice Président de la Communauté de Communes lui est renouvelé, ses indemnités seront assujetties à ces dispositions.

Les élus qui ne cotisent pas auront aussi une protection sociale dans l'exercice de leur fonction.

Mr le Maire note que certains élus font une profession de leurs mandats en les cumulant et note pour l'information des thilois qu'il est salarié, depuis 2012, d'une structure d'entreprise de l'économie sociale et solidaire.

Mr Manié note une augmentation de 200 € pour le Maire alors que celle des adjoints est doublée. Le montant du poste de 4^e adjoint est réparti sur les quatre conseillers municipaux indemnisés. Sur la totalité du mandat ça fait 18.000 € par an soit environ 100.000 € sur le mandat.

Mr le Maire rappelle que pendant 6 ans, il a instruit lui-même une dizaine de marchés publics et que ce travail est valorisable financièrement à hauteur de l'enveloppe budgétaire couvrant l'ensemble des indemnités versées au Maire et à ses 4 adjoints sur la totalité du dernier mandat. Les Thilois n'ont donc rien perdus.

Il précise aussi qu'il a dû faire au cours du mandat précédent un choix pour se consacrer pleinement à la Mairie en cédant les parts de sa société et en abandonnant sa direction.

Il demande que tous ces dires contradictoires soient bien consignés dans le compte-rendu.

Mr Manié note que lors du mandat précédent, il s'est investi énormément et pour moitié d'indemnité.

DELIBERATION N° 14.04.09 : INDEMNITES DE FONCTIONS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES

Monsieur le Maire expose qu'à la suite des élections générales tenues le 23 mars 2014, il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions prévues par la loi les indemnités de fonction versées au Maire, à ses Adjoints et aux Conseillers municipaux délégués, étant entendu que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget municipal.

- Vu le CGCT et notamment les articles L.2123-20 et suivants ;
- Vu les Arrêtés municipaux du 29 mars 2014 portant délégation de fonctions aux Adjoint(e)s au Maire,

- Vu les Arrêtés municipaux du 10 avril 2014 portant délégations spéciales dévolues aux Conseiller(e)s municipaux(ale),
- Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions prévues par la loi les indemnités de fonction versées au Maire, à ses Adjoints et aux Conseiller(e)s municipaux(ale) en charge de délégation spéciale,

Etant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget municipal dans la limite de l'enveloppe maximale prévue par la loi ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par :

- 12 voix POUR
- 3 Voix CONTRE
- 0 Voix ABSTENTION

de fixer le montant des indemnités pour les exercices effectifs des fonctions de Maire, d'Adjoints au Maire et aux Conseillers municipaux délégués selon les barèmes fixés respectivement par les articles L.2123-23.1 et L.2123-23 et L.2123-24 du CGCT pour une commune de 1000 à 3499 habitants, à savoir :

- Indemnité du Maire : 43 % de l'indice brut 1015 soit 1 634,63 €. Considérant l'article L.2123-24, Monsieur le Maire renonce à une partie de ses indemnités. L'indemnité de Monsieur le Maire est fixée à 28% de l'indice brut 1015 soit 1064,41 €
- Indemnité des Adjoints : 16,50 % de l'indice brut 1015 soit 627,24 €
- Indemnité des Conseillers municipaux en charge d'une Délégation Spéciale : 3% de l'indice brut 1015 soit 114,04€

avec effet :

- A la date d'entrée en fonction du Maire et des Adjoints soit le 29 mars 2014,
- Immédiat pour ce qui concerne les Conseillers municipaux délégués.

Pour	12
Contre	3
Abstention	0

8. QUESTIONS DIVERSES

Mr le Maire informe que concernant les logements locatif aidés du « Clos des Platanes, » il va être convoqué par Dynacité. Les dossiers de tous les Thilois (8) seront présentés à la commission d'attribution des logements.

Mr Guillard informe que la directrice de l'école fera très prochainement une demande de subvention afin de financer (en partie) un voyage scolaire sur le thème de l'eau. Les commissions Finances et Scolaires se chargeront de l'étude de ce dossier.

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mr D... demande si certaines commissions peuvent être ouvertes au public. Mr le Maire répond que cela est prévu. Il rappelle qu'il y a possibilité d'organiser des référendums locaux afin de faire participer le maximum de Thilois aux projets de la commune.

Mr T... demande si le périmètre de la Vidéo Surveillance a été agrandi. Mr le Maire répond que non.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 22 h 20.